

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

16 FÉVRIER 2005

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, la loi du 8 août 1997 sur les faillites et le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'assurer un traitement fiscal plus équitable aux créanciers dans le cadre d'un concordat judiciaire ou d'une faillite

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA
COMMISSION DES FINANCES
ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR M. **GALAND**

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2004-2005

16 FEBRUARI 2005

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde, de faillissementswet van 8 augustus 1997 en het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, strekkende tot een rechtvaardiger fiscale behandeling van de schuldeisers in het kader van een gerechtelijk akkoord of faillissement

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR DE
ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER **GALAND**

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Jean-Marie Dedecker**A. Membres/Leden :**

SP.A-SPIRIT Mimount Bousakla, Flor Koninckx, André Van Nieuwerkerke.
VLD Jean-Marie Dedecker, Margriet Hermans, Luc Willems.
PS Pierre Galand, Joëlle Kapompolé, Olga Zrihen.
MR Jihane Annane, Berni Collas, Marie-Hélène Crombé-Berton.
CD&V Etienne Schouppe, Jan Steverlyncx.
CDH Christian Brotcorne.
Vlaams Belang Frank Creyelman, Anke Van dermeesch.

B. Suppléants/Plaatsvervangers :

Jacinta De Roeck, Christel Geerts, Bart Martens, Myriam Vanlerberghe.
Jacques Germeaux, Stefaan Noreilde, Patrik Vankrunkelsven, Paul Wille.
Sfia Bouarfa, Jean Cornil, Jean-François Istasse, Philippe Mahoux.
Jacques Brotchi, Alain Destexhe, Nathalie de T' Serclaes, François Roelants du Vivier.
Wouter Beke, Mia De Schampelaere, Hugo Vandenberghe.
Francis Delpérée, Clotilde Nyssens.
Yves Buysse, Nele Jansegers, Wim Verreycken.

*Voir :***Documents du Sénat :****3-882 - 2004/2005 :**

- N° 1 : Proposition de loi de M. Steverlyncx.
- N°s 2 à 4 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****3-882 - 2004/2005 :**

- Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Steverlyncx.
- Nrs. 2 tot 4 : Amendementen.

I. INTRODUCTION

La commission a examiné la présente proposition de loi au cours de ses réunions du 1^{er} décembre 2004 et des 2 et 16 février 2005.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. STEVERLYNCK

La présente proposition de loi vise à neutraliser plusieurs conséquences négatives qu'une faillite peut avoir pour les fournisseurs dont des factures n'ont pas encore été payées.

En cas de faillite, on accorde à juste titre beaucoup d'attention aux conséquences sociales pour le failli et pour sa famille, ainsi que pour les cautions et pour les travailleurs, et l'on se préoccupe beaucoup moins des fournisseurs de produits et de services qui sont confrontés non seulement à des factures impayées, mais aussi à des conséquences graves découlant notamment de l'application de la législation belge en matière de TVA et d'impôts sur les revenus.

Il faut savoir en effet que le fournisseur doit verser à l'État la TVA grevant la livraison d'un bien, la prestation d'un service ou une acquisition intracommunautaire, même si l'acheteur failli ne l'a pas payée.

L'article 77, § 1^{er}, 7^o, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée prévoit que la TVA versée n'est restituée au fournisseur que s'il est établi que la créance sur l'acheteur est perdue en tout ou en partie. Le fournisseur devra attendre la clôture de la faillite — qui n'a souvent lieu que de nombreuses années après le jugement déclaratif de faillite — pour obtenir quelque certitude à ce sujet. Il se passe donc des années avant que les fournisseurs puissent récupérer les montants de la TVA qui ont été versés au Trésor et que la facture impayée soit considérée comme irrécouvrable lors du calcul de la base imposable à prendre en considération pour le calcul de l'impôt sur les revenus.

En théorie, le fisc accepte toutefois une restitution de la TVA avant la clôture de la faillite, mais il exige alors une attestation suffisamment individualisée du curateur. Une attestation générale valable pour tous les créanciers ou pour une catégorie déterminée de ceux-ci ne suffit donc pas. Cependant, la délivrance d'une attestation individualisée représente une lourde charge administrative et n'est pas sans risques pour le curateur, si bien que, dans la pratique, celui-ci n'en délivre quasiment jamais.

Cette proposition de loi entend résoudre ces problèmes par l'instauration d'une réglementation permettant la récupération immédiate, en cas de faillite de l'acheteur, de la TVA versée, et ce, dès le moment où le jugement déclaratif de faillite a été

I. INLEIDING

De commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 1 december 2004, 2 en 16 februari 2005.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER STEVERLYNCK

Dit wetsvoorstel strekt ertoe een aantal negatieve gevolgen weg te werken die voortvloeien uit een faillissement voor leveranciers met nog onbetaalde facturen.

Bij een faillissement is er terecht veel aandacht voor de sociale gevolgen voor de gefailleerde en zijn gezin, voor de borgens en voor de werknemers, maar minder voor de leveranciers van producten en diensten die niet alleen met onbetaalde facturen worden geconfronteerd, maar ook met andere, ernstige gevolgen ingevolge de geldende Belgische BTW-reglementering en de regels inzake inkomstenbelasting.

Het is immers zo dat de leverancier de aangerekende BTW, geheven naar aanleiding van een levering van goederen, van een dienst of van een intracommunautaire verwerving, moet doorstorten aan de Staat, ook al heeft de gefailleerde afnemer zijn leverancier niet betaald.

Artikel 77, § 1, 7^o, van het BTW-Wetboek voorziet de teruggave van de doorgestorte BTW slechts wanneer het zeker en vaststaand is dat de vordering op de afnemer geheel of gedeeltelijk verloren is gegaan. Die zekerheid krijgt de leverancier pas bij het sluiten van het faillissement, dikwijls vele jaren na het vonnis van faillietverklaring. Bijgevolg duurt het jaren vooraleer de leveranciers de aan de Schatkist betaalde BTW kunnen recupereren en de onbetaalde factuur als oninbaar wordt beschouwd voor het berekenen van de belastbare basis in de inkomstenbelastingen.

In theorie aanvaardt de fiscus wel een teruggave van BTW voor afsluiting van het faillissement, maar eist in dat geval een voldoende geïndividualiseerd attest van de curator. Een algemeen attest ten behoeve van alle of van een bepaalde categorie schuldeisers volstaat dus niet. Een geïndividualiseerd attest echter betekent een zware administratieve last en een zeker risico voor de curator, zodat in de praktijk de curator deze attesten praktisch nooit aflevert.

Het wetsvoorstel wil aan deze problemen een einde stellen door een regeling in te voeren waarbij de onmiddellijke recuperatie van de doorgestorte BTW bij faling van de afnemer mogelijk wordt vanaf het uitspreken van het vonnis van faillietverklaring. Vanaf

prononcé. On part du principe qu'à partir de ce moment-là, la TVA devra être remboursée par l'État. Le fait que la facture ne peut pas être recouvrée est inhérent à l'activité commerciale, mais la proposition vise néanmoins à accélérer la récupération des montants de TVA versés pour éviter que les fournisseurs et les prestataires de services de personnes faillies qui n'ont pas été payés ne soient confrontés à des difficultés financières supplémentaires.

En matière d'impôt sur les revenus, la règle veut qu'en tant que créanciers de la masse, les fournisseurs ne peuvent généralement rien récupérer de leur créance, alors qu'ils ne peuvent comptabiliser ni moins-value ni provision et qu'ils ne peuvent pas obtenir que leur créance soit déduite de la base imposable tant que la faillite n'a pas été clôturée.

On a prévu une réglementation identique permettant de déduire la créance perdue de la base imposable en matière d'impôts sur les revenus: l'exonération fiscale immédiate des créances dûment déclarées est accordée, sans attendre la clôture de la liquidation de la faillite.

Les mécanismes existants provoquent bien des drames humains, parce que les créanciers d'entreprises faillies ont à faire face, à leur tour, à des difficultés financières pouvant entraîner une faillite.

Une première proposition de loi en la matière a déjà été déposée le 14 octobre 2002 (*cf.* doc. Sénat, n° 2-1307/1) et a été examinée le 20 novembre 2002 par la commission compétente du Sénat. Plusieurs suggestions, dont celles relatives à l'extension de ce régime à l'ensemble des créanciers plutôt qu'aux seuls créanciers chirographaires et celles relatives au concordat judiciaire, ont été intégrées depuis dans la proposition de loi à l'examen.

C'est ainsi qu'en cas de concordat judiciaire, l'exécution complète du plan (de redressement) par le débiteur libère complètement et définitivement celui-ci pour toutes les créances y figurant, après approbation du sursis définitif par le tribunal. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que le créancier peut réclamer le remboursement de la TVA à l'État. Il s'avère toutefois en pratique que le concordat judiciaire est trop souvent le signe avant-coureur de la faillite du débiteur. De là la proposition de fixer la restitution à la date du prononcé du jugement d'approbation du sursis définitif, bien entendu uniquement au *pro rata* de la partie des dettes remises.

L'article 3 de la proposition contient une disposition selon laquelle, les rares fois où une créance pourrait malgré tout être recouvrée, le curateur doit transmettre à l'administration de la TVA et au fisc, dans le mois du jugement ordonnant la clôture de la faillite,

dat ogenblik gaat men ervan uit dat de BTW door de overheid zal moeten worden terugbetaald. Het feit dat de factuur zelf niet kan worden geïnd, is inherent aan het zakendoen, maar het voorstel wil wel de recuperatie van BTW versnellen teneinde de onbetaalde leveranciers en dienstverleners van gefailleerden niet nog meer in de financiële problemen te brengen.

Inzake inkomstenbelasting geldt de regel dat leveranciers van schuldeisers in de boedel meestal niets kunnen recupereren van hun vordering, maar tegelijk geen waardevermindering of voorziening kunnen boeken en ze de niet-opname in de belastbare basis niet kunnen bekomen zolang het faillissement niet is afgesloten.

Ook hier wordt een regeling voorzien om de verloren vordering af te boeken en in rekening te brengen in de belastbare basis inzake inkomstenbelastingen: de fiscale vrijstelling wordt onmiddellijk verleend voor correct aangegeven vorderingen, zonder de afsluiting van de vereffening van het faillissement af te wachten.

De bestaande mechanismen zorgen immers voor heel wat menselijke drama's aangezien schuldeisers van failliete ondernemingen op hun beurt zelf in financiële moeilijkheden geraken waarbij uiteindelijk zelfs hun faillissement niet uitgesloten is.

Daarom werd op 14 oktober 2002 een eerste wetsvoorstel ingediend (zie stuk Senaat, nr. 2-1307/1) en op 20 november 2002 besproken in de bevoegde Senaatscommissie. Een aantal suggesties, zoals onder meer over de uitbreiding naar alle schuldeisers in plaats van enkel de gewone schuldeisers en over het gerechtelijk akkoord, werden ondertussen verwerkt in het nu voorliggende wetsvoorstel.

Voor een gerechtelijk akkoord geldt nu dat de schuldenaar volledig en definitief is bevrijd van alle in het (herstel)plan opgenomen schuldvorderingen na volledige uitvoering van het plan en dit na goedkeuring van de definitieve opschorting door de rechtbank. Pas dan kan de schuldeiser de BTW terugvorderen van de Staat. In de praktijk vormt een gerechtelijk akkoord maar al te vaak de voorbode van de falings van de schuldenaar. Daarom wordt voorgesteld om de datum voor teruggave te voorzien op de dag van het vonnis van de definitieve opschorting van de schulden, uiteraard slechts *pro rata* van het deel van de schulden dat is kwijtgescholden.

Artikel 3 van het wetsvoorstel bevat een bepaling die ervoor moet zorgen dat in het zeldzame geval waarin een schuldvordering toch in aanmerking zou komen voor uitkering, de curator binnen de maand na sluiting van het faillissement een kopie van de ver-

une copie du compte simplifié corrigé. Cela permet d'encore inclure la créance dans la déclaration.

Au cours de la discussion de la première proposition de loi en novembre 2002, le ministre des Finances s'est dit en principe favorable à celle-ci, parce qu'elle améliorerait les chances de survie de bon nombre d'entreprises. Le système proposé tient mieux compte de la réalité économique actuelle dans laquelle on fait de plus en plus souvent appel à des fournisseurs. Chaque année, des dizaines de milliers de fournisseurs d'entreprises faillies sont confrontés au fait que l'État garde dans ses coffres la TVA dont ils sont en droit d'attendre le remboursement.

On constate en pratique que, dans la grande majorité des cas, les créanciers d'un failli n'obtiennent pas le moindre paiement. D'où la nécessité de considérer plus rapidement ces créances comme perdues et de pouvoir récupérer plus rapidement la TVA. De cette manière, la législation serait en phase avec la réalité économique.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Le représentant du ministre des Finances déclare que le ministre peut marquer son accord sur la présente proposition de loi.

Afin de clarifier la discussion, le représentant du ministre présente un tableau comparatif comportant cinq colonnes: la première colonne contient l'actuel texte légal; la deuxième reprend les dispositions de la proposition de loi initiale; la troisième contient les observations que le cabinet a formulées à propos de cette première proposition de loi; la quatrième reprend le texte de la nouvelle proposition de loi et la cinquième contient les observations concernant cette dernière (cf. annexe).

M. Galand explique que, sur le plan du principe, son groupe se rallie à l'objectif poursuivi par la proposition de loi. Elle constitue une amélioration par rapport à ce qui existe aujourd'hui. Toutefois, il aimerait connaître l'avis de la ministre de la Justice sur l'ajout que le représentant du ministre des Finances propose à l'article 80 de la loi sur les faillites.

Mme Kapompolé souligne que la proposition de loi à l'examen modifie en fait un arrêté royal. Est-ce possible? Quel est le point de vue du représentant du ministre à cet égard?

MM. Van Nieuwkerke et Collas déclarent souscrire au contenu et aux objectifs de la proposition de loi.

M. Dedecker souligne que la discussion concernant l'anomalie que constitue la récupération de la TVA versée à l'État en cas de faillite du client dure depuis

beterde, vereenvoudigde rekening moet bezorgen aan de BTW-administratie en aan de fiscus. Op die manier kan alsnog de vordering worden opgenomen in de aangifte.

Bij de bespreking van het eerste wetsvoorstel in november 2002 heeft de minister van Financiën verklaard dit voorstel in principe te steunen omdat het heel wat bedrijven meer levenskansen biedt. Het voorgestelde systeem sluit ook beter aan bij de huidige economische realiteit waarin steeds vaker een beroep wordt gedaan op toeleveranciers. Jaarlijks worden tienduizenden leveranciers van gefailleerde bedrijven geconfronteerd met het feit dat de overheid de BTW waar zij recht op hebben, voor zich houdt.

In de praktijk is het zo dat in de overgrote meerderheid van de gevallen de schuldeisers in een faillissement nooit enige betaling bekomen. Vandaar de noodzaak om deze vorderingen sneller als verloren te beschouwen en om sneller de BTW te kunnen recupereren. Op die wijze komt de wetgeving meer tegemoet aan de economische realiteit.

III. ALGEMENE BESPREKING

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën verklaart dat de minister dit wetsvoorstel kan aanvaarden.

Ter verduidelijking van de bespreking overhandigt de vertegenwoordiger van de minister een vergelijkende tabel met vijf kolommen: in een eerste kolom staat de huidige wettelijke basis; de tweede kolom bevat de voorstellen uit het oorspronkelijke wetsvoorstel; de derde kolom de opmerkingen van het kabinet met betrekking tot dat wetsvoorstel; de vierde kolom het nieuwe wetsvoorstel en tot slot de vijfde kolom de opmerkingen op dat laatste wetsvoorstel (zie bijlage).

De heer Galand verklaart dat zijn fractie zich principieel bij de doelstelling van het wetsvoorstel aansluit. Vergeleken bij wat vandaag bestaat, is het een verbetering. Hij wenst niettemin de mening van de minister van Justitie te kennen over de toevoeging die de vertegenwoordiger van de minister van Financiën heeft voorgesteld bij artikel 80 van de faillissementswet.

Mevrouw Kapompolé wijst erop dat dit wetsvoorstel eigenlijk een koninklijk besluit wijzigt. Kan dit eigenlijk wel? Wat is het standpunt van de vertegenwoordigers van de minister ter zake?

De heren Van Nieuwkerke en Collas verklaren in te stemmen met de inhoud en doelstellingen van dit wetsvoorstel.

De heer Dedecker voegt eraan toe dat de discussie over de bestaande anomalie inzake recuperatie van de doorgestorte BTW bij falen van de afnemer reeds

longtemps. La proposition de loi à l'examen peut contribuer à éliminer cette anomalie et, dès lors, le groupe VLD peut y souscrire.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES

1. Article 2: article 3 de l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée

Le représentant du ministre des Finances déclare que l'article 2 de la proposition de loi vise à compléter l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal précité. Il convient de souligner à cet égard que l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2004 modifiant les arrêtés royaux n^{os} 4, 7, 10, 19, 47 et 50 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée (*Moniteur belge* du 10 septembre 2004) a supprimé l'alinéa 2 de l'article 3. Un amendement technique est donc nécessaire en l'espèce.

Concrètement, l'action en restitution prend naissance, en cas de faillite, à la date du jugement déclaratif de faillite et, en cas de concordat judiciaire, à la date du prononcé du jugement d'approbation du sursis définitif. Selon le représentant du ministre, il y a lieu dès lors de compléter cette dernière phrase par les mots «des abattements de créance figurant dans le plan de redressement». L'apport de cette nuance lui semble important.

M. Steverlynck dépose l'amendement n° 2 qui vise à préciser le moment où l'action en restitution prend naissance, soit, en cas de faillite, à la date du jugement déclaratif de faillite et, en cas de concordat judiciaire, à la date du sursis définitif, pour ce qui est des abattements de créance figurant dans le plan de redressement.

Le représentant du ministre constate que l'amendement n° 2 reflète exactement le contenu du tableau comparatif, mais que des imprécisions se sont glissées dans le texte français. L'intervenant propose d'adapter le texte français en fonction de la terminologie en vigueur en matière de TVA.

La commission marque son accord sur ce point.

2. Article 2bis: article 79 du Code TVA

Selon le représentant du ministre des Finances, il n'a pas été tenu compte, dans la proposition de loi, d'une suggestion précédente, à savoir celle de refuser la possibilité d'étendre la restitution des montants de TVA perçus. À cet égard, il fait référence à l'article 79 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée qui ne comporte encore aucune disposition prévoyant qu'en

geruime tijd aansleept. Dit wetsvoorstel helpt deze anomalie uit de wereld en draagt dan ook de goedkeuring weg van de VLD-fractie.

IV. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN

1. Artikel 2: artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën legt uit dat artikel 2 van het wetsvoorstel ertoe strekt artikel 3, eerste lid, van voornoemd koninklijk besluit aan te vullen. Daarbij dient te worden opgemerkt dat ingevolge artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 september 2004 tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs. 4, 7, 10, 19, 47 en 50 met betrekking tot de belasting over de toegevoegde waarde (*Belgisch Staatsblad* van 10 september 2004) het tweede lid van artikel 3 werd opgeheven. Bijgevolg dringt zich hier een technisch amendement op.

Concreet ontstaat de vordering tot teruggaaf in geval van faillissement, op de datum van het vonnis van faillietverklaring en in geval van een gerechtelijk akkoord, op de datum van het vonnis van goedkeuring van de definitieve opschorting. Dit laatste dient volgens de vertegenwoordiger van de minister dan ook te worden aangevuld met de woorden «voor de schuldverminderingen die in het herstelplan zich opgenomen». Het lijkt hem niet onbelangrijk die nuance aan te brengen.

De heer Steverlynck dient amendement 2 in dat voorziet dat zowel voor faillissement als voor gerechtelijk akkoord er duidelijker wordt gestipuleerd wanneer de vordering tot teruggaaf ontstaat, zijnde respectievelijk op de datum van het vonnis van faillietverklaring en de datum van de definitieve opschorting voor de schuldverminderingen die in het herstelplan zijn opgenomen.

De vertegenwoordiger van de minister stelt vast dat amendement 2 in feite de exacte weergave is van de inhoud van de vergelijkende tabel, maar dat er enkele onnauwkeurigheden geslopen zijn in de Franse tekst. Spreker stelt voor om de Franse tekst aan te passen aan de geldende BTW-terminologie.

De commissie stemt hiermee in.

2. Artikel 2bis: artikel 79 van het BTW-Wetboek

Volgens de vertegenwoordiger van de minister van Financiën werd een eerdere suggestie niet overgenomen in het wetsvoorstel, zijnde de tegenkanting van de mogelijkheid tot uitbreiding van de teruggave inzake BTW. Daarvoor verwijst de vertegenwoordiger van de minister naar artikel 79 van het BTW-Wetboek dat tot hiertoe niet voorziet dat vanaf het

toute logique, lorsqu'une créance finit quand même, d'une manière ou d'une autre, par être payée en tout ou en partie, le montant de la TVA correspondant qui a été perçu doit être restitué au Trésor par le fournisseur (le bénéficiaire). Le bon sens commande que l'on inscrive une telle disposition dans le Code de la taxe sur la valeur ajoutée. Il en est en tout cas déjà question dans la circulaire n° 78/1970 et dans le manuel de la TVA.

C'est la raison pour laquelle le représentant du ministre des Finances propose de compléter l'article 79 par un alinéa 3 précisant qu'à partir du moment où le fournisseur ou le prestataire de services obtient le règlement d'une partie de sa créance présumée irrécouvrable pour laquelle il a pu faire valoir en son temps son droit à restitution, il doit aussi, en toute logique, restituer au Trésor le montant de la TVA correspondant.

Pour M. Steverlynck, il est évident que, si une facture est payée en tout ou en partie par le curateur dans le cadre d'une faillite, le bénéficiaire est tenu de rembourser au Trésor le montant de la TVA correspondant.

À cet effet, l'intervenant dépose un amendement numéro 3 visant à insérer un article *2bis* en vue de compléter l'article 79 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée. Cette disposition complémentaire est nécessaire afin de garantir qu'un créancier qui obtient le paiement de la somme après avoir obtenu la restitution de la taxe, rembourse ensuite à l'État le montant de la TVA correspondant. La commission marque son accord sur ce point. On évite ainsi toute contestation, étant donné que, suivant le principe en vigueur, il y a restitution à partir de la date du prononcé du jugement déclaratif de faillite. Il va sans dire que, si, par la suite, le créancier obtient le paiement de sommes supplémentaires, il devra chaque fois rembourser à l'État le montant de la TVA correspondant.

Le représentant du ministre des Finances constate que l'amendement n° 3 reflète exactement le contenu du tableau comparatif, mais que des imprécisions se sont glissées dans le texte français. L'intervenant propose d'adapter le texte français en fonction de la terminologie en vigueur en matière de TVA.

La commission marque son accord sur ce point.

3. Article *2ter*: article 34 de la loi sur les faillites

Le représentant du ministre des Finances souligne ensuite que, comme on l'a maintes fois indiqué dans la proposition de loi à l'examen, l'administration doit garder la possibilité d'effectuer des contrôles.

Il est prévu que le curateur est censé faire parvenir — avant une certaine date — une liste de tous les paie-

ment dat om de een of de andere reden een schuldvordering nadien toch nog geheel of gedeeltelijk wordt ingelost, het eigenlijk logisch zou zijn dat in dezelfde mate dan ook de BTW zou moeten worden teruggestort door de leverancier (de genietter) aan de Schatkist. Het gezond verstand vraagt dat dit in het BTW-Wetboek zou worden opgenomen. Als dusdanig is dat wel verwerkt enerzijds in aanschrijving nr. 78/1970 en anderzijds in de BTW-handleiding.

Vandaar stelt de vertegenwoordiger van de minister van Financiën voor om aan dat artikel 79 een derde lid toe te voegen waaruit duidelijk blijkt dat vanaf het moment dat de leverancier of de dienstverlener alsnog een gedeelte van zijn verloren gewaande vordering ontvangt waarvoor hij destijds in dezelfde mate het recht op teruggave heeft mogen uitoefenen, hij dan ook logischerwijze een teruggestorting van het overeenstemmende gedeelte van de BTW aan de Schatkist moet verrichten.

De heer Steverlynck acht het evident dat indien alsnog een factuur uit een faillissement door de curator geheel of gedeeltelijk betaald wordt, de ontvanger het corresponderende deel aan BTW opnieuw aan de Schatkist moet afstaan.

Spreker dient hiertoe amendement 3 in dat een artikel *2bis* invoegt ten einde artikel 79 van het BTW-Wetboek aan te vullen. Deze aanvullende bepaling is nodig om te verzekeren dat een schuldeiser die alsnog betaling ontvangt nadat hij teruggaaf heeft bekomen, de overeenstemmende BTW naderhand terugbetaalt aan de Staat. Op die manier wordt alle betwisting vermeden omdat ingevolge het huidige principe er teruggaaf is vanaf de datum van het vonnis van faillietverklaring. Indien er nadien nog een betaling zou volgen, is het evident dat er alsnog een vordering van de Staat is op deze betrokkene.

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën stelt vast dat amendement 3 in feite de exacte weergave is van de inhoud van de vergelijkende tabel, maar dat er enkele onnauwkeurigheden geslopen zijn in de Franse tekst. Spreker stelt voor om de Franse tekst aan te passen aan de geldende BTW-terminologie.

De commissie stemt hiermee in.

3. Artikel *2ter*: artikel 34 van de faillissementswet

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën stipt vervolgens aan dat, zoals vaak vermeld in het voorliggende wetsvoorstel, de controle mogelijkheden voor de administratie moeten openblijven.

Bepaald is dat de curator geacht wordt vóór een bepaald tijdstip een lijst over te zenden van alle beta-

ments effectués entre-temps par le débiteur. Ces paiements doivent être repris dans une notification transmise à l'administration de la TVA.

Contrairement à ce que M. Steverlynck propose à l'article 3, il semble toutefois dangereux, aux yeux du représentant du ministre, de limiter la période concernée au délai d'un mois après le jugement ordonnant la clôture de la faillite. En effet, il arrive souvent que le déroulement d'une faillite s'étende sur plusieurs années. La prescription de l'action en recouvrement de la taxe, des intérêts et des amendes fiscales pour l'administration de la TVA est limitée (art. 81*bis* du Code TVA). La prescription est en principe acquise à l'expiration d'une période de trois ans, éventuellement cinq ans en cas de fraude, et sept ans dans des cas tout à fait exceptionnels.

Selon M. Steverlynck, la remarque concernant les délais de prescription en matière de TVA est pertinente. Ne faudrait-il dès lors pas faire en sorte qu'une déclaration puisse être déposée chaque année tant que dure la procédure? Mais n'est-il pas exact, en définitive, qu'avant la clôture de la faillite, aucun versement ne peut avoir lieu? Tant que la faillite n'a pas été clôturée, il est difficile de déterminer si une créance peut donner lieu au versement d'un dividende ou pas.

Le représentant du ministre des Finances estime que dans des cas bien déterminés, on peut déjà procéder à certains paiements au cours d'une faillite. À supposer que ce soit exact, il convient de tenir compte des délais de prescription dont dispose l'administration de la TVA.

M. Steverlynck souhaite qu'il soit demandé explicitement, dans la question qui sera posée à la ministre de la Justice, de quelle manière le curateur pourra remplir sa mission au cas où une faillite serait suivie d'un paiement. Une question similaire se pose lorsque, nonobstant l'approbation du sursis définitif, on procède encore au remboursement complet ou partiel d'une créance dans le cadre d'un concordat judiciaire.

M. Steverlynck dépose l'amendement n° 4 visant à insérer un article 2*ter* concernant la déclaration récapitulative. Lors de la clôture de la faillite, le curateur est tenu de déposer une déclaration; dorénavant, il devra également déposer, chaque année, une déclaration récapitulative. Grâce à cette déclaration, on pourrait informer en temps utile l'administration de la TVA d'une éventuelle récupération de créances présumées irrécouvrables pour lesquelles la restitution de la taxe a été obtenue, d'une part, et on pourrait éviter qu'il y ait prescription, d'autre part.

À propos de cet amendement n° 4 concernant l'article 46 de la loi sur les faillites, le représentant de la ministre de la Justice déclare que la déclaration annuelle que doit déposer le curateur porte sur les contrats. Conformément à l'article 46, il s'agit des contrats conclus avant la date du jugement déclaratif

lingen die de schuldenaar ondertussen heeft uitgevoerd. Die betalingen moeten vermeld staan in een bericht aan de fiscus.

Maar in tegenstelling tot wat de heer Steverlynck in artikel 3 voorstelt, lijkt het de vertegenwoordiger van de minister gevaarlijk om die periode tot beperken tot een maand na het vonnis dat de sluiting van het faillissement beveelt. Het gebeurt immers vaak dat faillissementen over verscheidene jaren gespreid zijn. De verjaringperiode inzake de vordering tot voldoening van de belasting, van de interesten en van de administratieve boeten voor de BTW-administratie is beperkt (artikel 81*bis* BTW-Wetboek). In principe geldt een periode van drie jaar, eventueel vijf jaar in geval van fraude en in zeer uitzonderlijke gevallen van zeven jaar.

Volgens de heer Steverlynck is de opmerking over de BTW verjaringstermijnen terecht. De vraag rijst hier dan ook of er niet voor moet worden gezorgd dat er in de loop van de afhandeling van het proces jaarlijks een aangifte kan gebeuren. Is het evenwel niet zo dat alvorens het faillissement is afgesloten, er uiteindelijk geen uikeringen gebeuren? Zolang het faillissement niet is afgesloten, kan toch moeilijk worden bepaald of een vordering in aanmerking komt voor een dividend of niet.

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën meent dat in de loop van een faillissement, in welbepaalde gevallen, reeds bepaalde uitbetalingen kunnen gebeuren. In de hypothese dat dit klopt, moet rekening worden gehouden met de verjaringstermijnen waarover de BTW-administratie beschikt.

De heer Steverlynck wenst dat in de vraag aan de minister van Justitie uitdrukkelijk zou worden gespecificeerd dat indien er een betaling gebeurt na faillissement, op welke wijze de curator daar zijn rol zou kunnen spelen. Een analoge vraag rijst voor de gevallen van gerechtelijk akkoord waarvoor er niettegenstaande de definitieve opschorting toch nog een vordering geheel of gedeeltelijk zou worden betaald.

De heer Steverlynck dient het amendement 4 in dat een artikel 2*ter* invoegt met betrekking tot de verzamelaangifte. De curator is verplicht om bij sluiting van het faillissement een aangifte in te dienen; dit wordt nu aangevuld met een jaarlijkse verzamelaangifte. Deze aangifte maakt het mogelijk dat de BTW-administratie tijdig op de hoogte wordt gesteld van eventuele recuperatie van oninbaar gewaande Vorderingen waarvoor teruggaaf werd bekomen en vermijdt dat de verjaring kan optreden.

Wat dit amendement 4 over artikel 46 van de faillissementswet betreft, stelt de vertegenwoordiger van de minister van Justitie dat de jaarlijkse aangifte van de curator betrekking heeft op de overeenkomsten. In artikel 46 zijn dat de overeenkomsten gesloten voor de datum van het vonnis van faillissement, maar

de la faillite mais auxquels ce jugement ne met pas fin. Il est donc théoriquement possible que certains contrats, ceux auxquels le jugement a mis fin, ne relèvent pas du champ d'application de l'article précité.

L'article 34 de la loi sur les faillites, par contre, prévoit déjà que le curateur est tenu de déposer chaque année un état détaillé de la situation de la faillite. Il est dès lors préférable d'insérer la disposition prévue par l'amendement n° 4 dans la loi sur les faillites sous la forme d'un article 34*bis* ou d'un deuxième paragraphe à l'article 34, ce qui permettrait d'englober l'ensemble des contrats conclus avant la date du jugement déclaratif de la faillite.

M. Steverlynck est d'accord: l'amendement n° 4 prévoit d'inscrire l'obligation proposée à l'article 46 de la loi sur les faillites, mais, étant donné que celui-ci concerne les contrats en cours, elle pourrait figurer dans un autre article.

C'est pourquoi M. Steverlynck retire son amendement n° 4 et dépose l'amendement n° 7: en modifiant l'article 34 de la loi sur les faillites, on vise non seulement les contrats en cours mais aussi ceux auxquels le jugement a mis fin.

4. Article 3: article 80 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, modifié par la loi du 4 septembre 2002

Même si, à strictement parler, le ministre des Finances n'a pas de compétence en la matière, son représentant propose malgré tout d'apporter une adaptation à l'article 80 de la loi sur les faillites, de sorte que la notification des nouveaux paiements effectués par le curateur se fasse annuellement, comme c'est le cas aujourd'hui pour la déclaration récapitulative en ce qui concerne la TVA. L'amendement n° 7, qui tend à ajouter un § 2 à l'article 34, répond à l'observation du ministre.

Actuellement, le curateur doit déjà, en ce qui concerne la TVA, déposer une déclaration récapitulative, normalement dans le mois de la clôture de la faillite. Si la liquidation de la faillite dure plus d'un an, il devra réitérer la procédure chaque fois au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit.

Pour des raisons d'équité et de logique, il faut que cette notification, par le curateur, des paiements imprévus de créances sur la masse faillie se déroule au même rythme afin de laisser des possibilités de contrôle à l'administration fiscale et au contrôleur TVA.

M. Steverlynck signale qu'en ce qui concerne l'extension proposée de l'article 80 de la loi sur les faillites, la proposition de loi tend à instaurer

waaraan het vonnis geen einde stelt. Theoretisch is het dus mogelijk dat sommige overeenkomsten niet door het artikel gevat zijn, met andere woorden die overeenkomsten waaraan het vonnis wel een einde stelt.

Artikel 34 van de faillissementswet voorziet daarentegen reeds een jaarlijkse verplichting voor de curator om een gedetailleerde staat neer te leggen. Daarom kan de bepaling vervat in het amendement 4 beter toegevoegd worden als een artikel 34*bis* of als een tweede paragraaf in artikel 34. Op die manier wordt het geheel van alle overeenkomsten gesloten voor de datum van het vonnis van faillietverklaring gevat.

De heer Steverlynck is het ermee eens: amendement 4 voorziet om deze verplichting in artikel 46 van de faillissementswet op te nemen, maar dat zou mogelijk in een ander artikel moeten worden voorzien, omdat artikel 46 betrekking heeft op lopende contracten.

Daarom trekt de heer Steverlynck amendement 4 terug en dient hij amendement 7 in: door artikel 34 van de faillissementswet te wijzigen, zullen niet alleen de lopende overeenkomsten gevat worden, maar ook de overeenkomsten waaraan het vonnis een einde stelt.

4. Artikel 3: artikel 80 van de faillissementswet van 8 augustus 1997, gewijzigd bij de wet van 4 september 2002

Ook al behoort dat strikt gezien niet tot de bevoegdheid van de minister van Financiën, toch stelt zijn vertegenwoordiger een aanpassing van artikel 80 van de faillissementswet voor waarbij de kennisgeving van de via de curator opnieuw verrichte betalingen jaarlijks zou moeten gebeuren zoals thans gebeurt inzake de verzamelaangifte voor de BTW. Aan de opmerking van de minister werd tegemoet gekomen door amendement nr. 7 dat een § 2 toevoegt aan artikel 34.

Thans moet de curator reeds, wat de BTW betreft, een verzamelaangifte indienen normaal binnen de maand na de afsluiting van het faillissement. Loopt het faillissement over een langere periode dan één jaar, dan gebeurt dat telkens ten laatste op 31 januari van het volgend jaar.

Billijkheidshalve en logischerwijze dient die kennisgeving voor de onverwachte betalingen van vorderingen op de gefailleerde boedel, teneinde de controlemogelijkheden op te laten voor de fiscale administratie en voor de BTW-controleur, volgens hetzelfde ritme te gebeuren door de curator.

De heer Steverlynck wijst erop dat, met betrekking tot de voorgestelde uitbreiding van artikel 80 van de faillissementswet, het wetsvoorstel probeert te zorgen

l'obligation de fournir une preuve du paiement des factures. Ainsi le curateur est-il tenu, lors de la clôture de la faillite, d'établir un relevé des comptes de manière à pouvoir transmettre simultanément un formulaire à l'administration de la TVA et au fisc, sans que s'ajoutent des tracasseries administratives.

C'est surtout au moment de la clôture de la faillite que l'actif réalisé est disponible. Il est alors facile de vérifier si un dividende peut ou non être versé.

Le représentant de la ministre de la Justice n'a pas de remarques sur le fond en ce qui concerne la modification de l'article 80 de la loi sur les faillites. Sur le plan légistique, il suggère que la nouvelle disposition proposée ne soit pas insérée sous la forme d'un alinéa nouveau entre les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 80, mais qu'elle complète plutôt l'alinéa 1^{er}.

L'intervenant précise que de nombreux projets de loi ont été ou seront déposés concernant cet article 80, de sorte qu'il est plus facile d'ajouter cette disposition à l'alinéa 1^{er}. Ces projets de loi sont la réponse du gouvernement aux recours en annulation introduits devant la Cour d'arbitrage, qui concernent l'excusabilité de la faillite, les garanties du failli.

M. Steverlynck dépose l'amendement n° 8, qui tient compte de la remarque formulée par le représentant de la ministre de la Justice.

5. Articles 4 et 5: articles 48 et 49 du CIR 1992

M. Steverlynck explique que l'article 4 porte sur l'exonération fiscale pour réduction de valeur et provision.

Concernant cet article, M. Steverlynck dépose l'amendement n° 1 afin d'instaurer un statut pour les créances ayant obtenu un sursis définitif dans le cadre d'un concordat judiciaire, car il n'est pas prévu en l'espèce que les dettes exonérées en cas de concordat judiciaire ne sont pas non plus incorporées dans la base imposable.

L'amendement vise à remplacer intégralement le texte initial de cet article afin de pouvoir mettre en œuvre cette réduction de valeur ou provision en cas de concordat judiciaire.

L'article 5, quant à lui, concerne les frais réellement supportés au cours de la période imposable et qui ont donc le caractère de dettes ou de pertes certaines. Ils ne sont considérés comme des créances que dans le procès-verbal de vérification des créances, et donc uniquement dans le cadre d'une faillite. Peut-être faudrait-il prévoir aussi une disposition pour les créances en cas de concordat judiciaire.

voor een bewijs van betaalde facturen. De curator moet sowieso bij het afsluiten van het faillissement een rekening maken, zodat hij op dat moment ook een formulier naar de BTW- en de belastingadministratie kan doorsturen, zonder bijkomende rompslomp.

Voornamelijk op het moment van het sluiten van het faillissement is het ten gelde gemaakte actief voorhanden. Dan kan makkelijk worden nagegaan of er al dan niet een dividend kan uitgekeerd worden.

De vertegenwoordiger van de minister van Justitie heeft geen opmerkingen ten gronde over de wijziging van artikel 80 van de faillissementswet. Op legistiek vlak suggereert hij om het voorgestelde nieuwe lid niet tussen het eerste en het tweede lid van artikel 80 in te voegen, maar wel om de bepaling op te nemen als een aanvulling van het eerste lid.

Spreker legt uit dat er heel wat wetsontwerpen met betrekking tot dit artikel 80 ingediend zijn en nog zullen worden, zodat het eenvoudiger is om deze bepaling aan het eerste lid toe te voegen. Deze wetsontwerpen vormen het antwoord van de regering op de annulatieberoepen bij het Arbitragehof, zoals over de verschoonbaarheid van faillissement, de waarborgen van de gefailleerde.

De heer Steverlynck dient amendement 8 in dat tegemoet komt aan de opmerking van de vertegenwoordiger van de minister van justitie.

5. Artikelen 4 en 5: artikelen 48 en 49 van het WIB 1992

De heer Steverlynck legt uit dat artikel 4 handelt over de fiscale vrijstelling voor een waardevermindering en voorziening.

Met betrekking tot dit artikel heeft de heer Steverlynck het amendement 1 ingediend ten einde een regeling uit te werken voor de vorderingen waarvoor een definitieve opschorting in het kader van een gerechtelijk akkoord werd bekomen omdat met betrekking tot de problematiek van het gerechtelijk akkoord niet voorzien is dat ook de schulden die vrijgesteld zijn in het gerechtelijk akkoord, niet in de belastbare basis zouden worden opgenomen.

Het amendement zal de oorspronkelijke tekst van dit artikel volledig vervangen om deze waardevermindering of voorziening te kunnen aanleggen in geval van een gerechtelijk akkoord.

Artikel 5 gaat dan weer over kosten die in het belastbare tijdperk werkelijk zijn betaald en dus het karakter hebben van vaststaande schulden of verliezen. Zij worden enkel in het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen en dus enkel bij een faillissement als vorderingen beschouwd. Misschien moet daar ook iets voor de vorderingen in geval van een gerechtelijk akkoord worden voorzien.

Le représentant du ministre des Finances a plusieurs remarques à formuler au sujet de l'article 48 du CIR 1992, qui renferme un grand nombre de notions tirées de la législation comptable. Il importe donc d'examiner ce que prévoit cette législation au sujet de la comptabilisation de pareilles provisions.

L'administration des contributions émet également plusieurs considérations au sujet de la proposition de loi. La première concerne le risque de fraude. En effet, en recourant à des sociétés « carrousel » ou des sociétés écrans, d'aucuns pourraient faire en sorte que les créances payées par le curateur dans le cadre d'une faillite ne soient jamais incorporées dans une base imposable, ce qu'il faut, bien entendu, éviter.

L'administration souhaiterait aussi en savoir davantage sur ce qu'il advient lorsqu'une créance finit par être payée. Dans ce cas, il y a non seulement un montant de TVA à rembourser, mais on assiste en outre à la création d'un revenu imposable au niveau des contributions directes. L'administration doit disposer de ces informations.

L'administration s'interroge également sur les créanciers privilégiés. Seront-ils traités de la même manière que les créanciers chirographaires, y compris dans les cas où la possibilité d'encore obtenir un versement est réelle ?

En ce qui concerne les créanciers privilégiés, M. Steverlynck rappelle que la proposition de loi initiale (doc. Sénat n° 2-1307) ne prévoyait de restitution que pour les créanciers chirographaires. À l'époque où elle avait été discutée, cette disposition avait été critiquée au motif qu'elle finirait par créer une nouvelle catégorie de créanciers privilégiés. En effet, les créanciers chirographaires obtiendraient plus rapidement que les créanciers privilégiés la restitution des montants de TVA et l'autorisation de déduire la créance de leur base imposable. C'est la raison pour laquelle la référence explicite aux créanciers chirographaires a été supprimée dans la présente proposition.

L'auteur retire toutefois l'amendement n° 1 et dépose l'amendement n° 5. M. Steverlynck déclare qu'initialement, il était prévu d'autoriser une exonération pour réduction de valeur en cas de sursis définitif dans le cadre d'un concordat judiciaire, mais que ce sursis n'est pas aussi définitif qu'il n'y paraît. En effet, il vaut pour une période de 24 mois au maximum (renouvelable une seule fois pour une période de douze mois). Selon l'amendement n° 1, une exonération autorisée pour réduction de valeur serait de nouveau imposable à l'issue de ces 24 (36) mois. L'obtention du sursis définitif est soumise à des conditions. Il est donc tout à fait possible que des paiements soient effectués au cours de cette période de 24 (36) mois, dans la mesure où le débiteur finirait quand même par posséder les fonds nécessaires au rembour-

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën heeft een aantal opmerkingen over artikel 48 WIB 1992 dat veel begrippen uit de boekhoudwetgeving bevat. Het is dus belangrijk te gaan afoetsen wat deze wetgeving aanduidt met betrekking tot het boeken van dergelijke voorzieningen.

De administratie van de belastingen heeft eveneens een aantal bedenkingen met betrekking tot het wetsvoorstel. Een eerste aspect betreft het frauderisico. Mogelijks kan er via carrouselvennootschappen of lege vennootschappen voor gezorgd worden dat alsnog door de curator betaalde vorderingen in het faillissement nooit in een belastbare basis terechtkomen. Dat moet uiteraard worden vermeden.

De administratie vraagt ook naar meer informatie over wat gebeurt er wanneer er uiteindelijk een betaling is. Dan is niet alleen BTW verschuldigd, maar ontstaan er ook een belastbaar inkomen op het vlak van directe belastingen. De administratie moet over deze informatie beschikken.

De administratie peilt eveneens naar de bevoorrechte schuldeisers. Zullen deze op dezelfde manier als de gewone schuldeisers behandeld worden, ook in die gevallen waarin de mogelijkheid reëel is dat er alsnog een uitkering gebeurt ?

Wat de bevoorrechte schuldeisers betreft, herinnert de heer Steverlynck eraan dat het oorspronkelijke wetsvoorstel (stuk Senaat, nr. 2-1307) enkel een teruggave voorzag voor de gewone schuldeisers. Bij de bespreking toen was de kritiek dat op die manier eigenlijk een nieuwe categorie van bevoorrechte schuldeisers zou worden gecreëerd. De gewone schuldeisers zouden immers sneller de BTW-teruggave bekomen en sneller de toelating om de vordering uit hun belastbare basis te lichten dan voor bevoorrechte schuldeisers mogelijk is. Om die reden is in dit voorstel de expliciete verwijzing naar de gewone schuldeisers weggelaten.

De auteur trekt evenwel amendement 1 terug en dient amendement 5 in. De heer Steverlynck verklaart dat oorspronkelijk was voorzien dat een vrijstelling voor waardevermindering toegestaan wordt in geval van definitieve opschorting bij gerechtelijk akkoord, maar deze opschorting blijkt niet zo definitief als zou lijken. Het gaat immers om een opschorting gedurende maximaal 24 maanden (éénmaal verlengbaar met 12 maanden). Ingevolge amendement 1 zou een toegestane vrijstelling voor waardevermindering na die 24 (36) maanden terug belastbaar worden. Het bekomen van de definitieve opschorting is onderworpen aan voorwaarden. Het is dus mogelijk dat er tijdens die periode van 24 (36) maanden betalingen gebeuren omdat de schuldenaar alsnog de nodige fondsen heeft om schulden af te betalen. In die om-

sement de ses dettes. Dans ces circonstances, il semble effectivement que l'amendement n° 5 offre une solution temporaire en la matière.

M. Steverlynck dépose ensuite l'amendement n° 6 qui tend à supprimer l'article 5, parce que l'alinéa 3 dont l'insertion dans l'article 49 du CIR 1992 est proposée pourrait porter atteinte à la règle selon laquelle le contribuable doit pouvoir prouver la réalité et le montant de ses frais professionnels. L'article 5 disposait en effet que les créances qui figurent dans la déclaration ont le caractère de dettes ou de pertes certaines ou liquides, alors que l'on n'est pas sûr qu'aucun paiement n'aura lieu par la suite.

Il est recommandé de prévoir, à l'aide d'un commentaire administratif basé sur des jugements et arrêts récents, qu'au cours de la période se situant entre la date du procès-verbal de vérification des créances et la date du jugement de liquidation de la faillite, il ne faut pas se baser uniquement sur l'attestation du curateur pour déterminer s'il y a une perte certaine et liquide pouvant donner lieu à l'octroi d'une exonération pour réduction de valeur ou d'une déduction. Si l'on procède de la sorte, la règle générale selon laquelle les frais professionnels doivent être prouvés subsiste.

V. VOTES

Les amendements n^{os} 1 et 4 sont retirés par leur auteur.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

L'amendement n° 2 qui remplace l'article 2 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Les amendements n^{os} 3 et 7 insérant respectivement un article *2bis* et un article *2ter* sont adoptés à l'unanimité des 12 membres présents.

L'amendement n° 8 à l'article 3 et l'article 3 ainsi amendé sont adoptés à la même unanimité.

L'amendement n° 5 qui remplace l'article 4 est également adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

standigheden lijkt het inderdaad dat amendement 5 een tijdelijke oplossing biedt.

De heer Steverlynck dient vervolgens amendement 6 in dat voorstelt om het artikel 5 te doen vervallen omdat het voorgestelde derde lid van artikel 49 WIB 1992 eigenlijk strijdig zou zijn met het algemeen principe dat stelt dat de belastingplichtige steeds de nodige bewijzen moet kunnen overleggen inzake de echtheid en het bedrag van zijn beroepskosten. Artikel 5 voorzag immers dat een opname in de aangifte van de schuldvorderingen beschouwd werd als zijnde vaststaande schuld of verlies, terwijl er geen enkele garantie is dat er nadien alsnog geen betaling komt.

Het is aangewezen om door middel van administratieve commentaar, op basis van recente vonnissen en arresten, te voorzien dat in de periode tussen het proces-verbaal van verificatie van schuldvordering en het vonnis van vereffening van het faillissement niet alleen op het attest van de curator moet worden gesteund om te oordelen dat er een zeker en vaststaand verlies is waarvoor een vrijstelling van waardevermindering kan worden toegestaan, maar dat ook andere elementen in rekening zouden kunnen gebracht worden. Op die wijze blijft de algemene regel dat bedrijfskosten moeten bewezen worden, bestaan.

V. STEMMINGEN

De amendementen 1 en 4 zijn teruggetrokken door de auteur.

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Amendement 2 dat artikel 2 vervangt, wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

De amendementen 3 en 7 die respectievelijk een artikel *2bis* en een artikel *2ter* invoegen, worden eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Amendement 8 bij artikel 3 en het aldus geamendeerde artikel 3 worden met dezelfde eenparigheid aangenomen.

Amendement 5 dat artikel 4 vervangt, wordt eveneens eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

L'amendement n° 6 supprimant l'article 5 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'ensemble de la proposition ainsi amendée est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Le rapporteur,
Pierre GALAND.

Le président,
Jean-Marie DEDECKER.

*
* *

**TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION DES
FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES**

Voir le doc. n° 3-882/6

Amendement 6 dat artikel 5 doet vervallen, wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Het geamendeerde wetsvoorstel wordt in zijn geheel eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 10 aanwezige leden.

De rapporteur,
Pierre GALAND.

De voorzitter,
Jean-Marie DEDECKER.

*
* *

**TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIËN EN VOOR DE
ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN**

Zie stuk nr. 3-882/6

ANNEXE

BIJLAGE

Texte actuel <i>Huidige tekst</i>	Proposition de loi 2-1307/1 <i>Wetsvoorstel 2-1307/1</i>	Observations Cabinet <i>Opmerkingen Kabinet</i>	Proposition de loi 3-882/1 <i>Wetsvoorstel 3-882/1</i>	Observations Cabinet <i>Opmerkingen Kabinet</i>
AR 4, art. 3. — <i>KB 4, art. 3(1).</i>	AR 4, art. 3. — <i>KB 4, art. 3.</i> Ajout à l'article 3, alinéa 1 ^{er} . — <i>Aanvulling van het eerste lid van dit artikel 3.</i>	AR 4, art. 3. — <i>KB 4, art. 3.</i> La proposition de 2002 ne concerne que le créancier chirographaire (pourquoi faire une distinction avec le créancier privilégié) et la figure de la faillite, à l'exclusion du concordat judiciaire (qui est pourtant analogue à la faillite). — <i>Het voorstel van 2002 beperkt zich enkel tot de gewone schuldeiser (waarom onderscheid met de bevoorrechte schuldeiser) en tot de figuur van het faillissement zonder het gerechtelijk akkoord (in feite een analoge situatie met het faillissement) aan te halen.</i>	AR 4, art. 3. — <i>KB 4, art. 3.</i> Ajout à l'article 3, alinéa 1 ^{er} . — <i>Aanvulling van het eerste lid van dit artikel 3.</i>	AR 4, art. 3. — <i>KB 4, art. 3.</i> Comme le précise la note en bas de page (1), cet article 3 ne compte plus dorénavant qu'un seul alinéa. Il convient en outre de tenir compte de nos remarques sur la proposition de loi de 2002 qui n'a été reprise qu'en partie. — <i>Zoals aangeduid in voetnota 1 bestaat dit artikel 3 voortaan uit slechts één lid. Verder dient rekening te worden gehouden met onze opmerkingen inzake het wetsvoorstel 2002 welke slechts gedeeltelijk werden hernomen.</i>
«L'action en restitution prend naissance à la date où survient la cause de la restitution.» — « <i>De vordering tot teruggaaf ontstaat op het tijdstip waarop de oorzaak van teruggaaf zich voordoet.</i> »	«L'action en restitution prend naissance à la date où survient la cause de la restitution. En cas de restitution au sens de l'article 77, § 1 ^{er} , 7 ^o , du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, par un créancier chirographaire dont le cocontractant fait faillite, ce moment est réputé se situer à la date du jugement déclaratif de faillite.» — « <i>De vordering tot teruggaaf ontstaat op het tijdstip waarop de oorzaak van teruggaaf zich voordoet. In geval van teruggaaf, ingesteld bij artikel 77, § 1, 7^o, van het BTW-Wetboek, door een gewone schuldeiser in geval van faillissement van zijn medecontractant</i>		«L'action en restitution prend naissance à la date où survient la cause de la restitution. En cas d'action en restitution au sens de l'article 77, § 1 ^{er} , 7 ^o , du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, par un créancier dont le cocontractant fait faillite, ce moment est réputé se situer à la date du jugement déclaratif de faillite. Si la même action est engagée par un créancier dans le cadre d'un concordat judiciaire accordé à son cocontractant, ce moment est réputé se situer à la date du prononcé du jugement d'approbation du sursis définitif.» — « <i>De vordering tot teruggaaf ont-</i>	«L'action en restitution prend naissance à la date où survient la cause de la restitution. L'action en restitution visée à l'article 77, § 1 ^{er} , 7 ^o , du Code, prend naissance : — en cas de faillite, à la date du jugement déclaratif de faillite; — en cas de concordat judiciaire, à la date du sursis définitif, en ce qui concerne les créances dont l'abattement est acté dans le plan de redressement.» — « <i>De vordering tot teruggaaf ontstaat op het tijdstip waarop de oorzaak van teruggaaf zich voordoet. De vordering tot teruggaaf bedoeld in artikel 77, § 1, 7^o, van het BTW-Wetboek ontstaat :</i>

(1) L'AR 4, article 3, a été modifié récemment par l'arrêté royal du 01.09.04 (M.B., 10.09.04), qui a abrogé l'alinéa 2 de cet article.

(1) KB 4, artikel 3 werd recent gewijzigd bij koninklijk besluit van 01.09.04 (B.S., 10.09.04) waarbij het tweede lid van dit artikel werd opgeheven.

Texte actuel — Huidige tekst	Proposition de loi 2-1307/1 — Wetsvoorstel 2-1307/1	Observations Cabinet — Opmerkingen Kabinet	Proposition de loi 3-882/1 — Wetsvoorstel 3-882/1	Observations Cabinet — Opmerkingen Kabinet
------------------------------------	---	--	---	--

tant, wordt dit tijdstip geacht zich voor te doen op de datum van het vonnis van faillietverklaring.»

staat op het tijdstip waarop de oorzaak van teruggaaf zich voordoet. In geval van teruggaaf, ingesteld bij artikel 77, § 1, 7°, van het BTW-Wetboek, door een schuldeiser in geval van faillissement van zijn medecontractant, wordt dit tijdstip geacht zich voor te doen op de datum van het vonnis van faillietverklaring. Is dezelfde vordering ingesteld door een schuldeiser in het kader van een gerechtelijk akkoord, toegekend aan zijn medecontractant, wordt dit tijdstip geacht zich voor te doen op de datum van het vonnis van goedkeuring van de definitieve opschorting.»

*— in geval van faillissement, op de datum van het vonnis van faillietverklaring;
— in het geval van een gerechtelijk akkoord, op de datum van de definitieve opschorting voor de schuldverminderingen die in het herstelplan zijn opgenomen.»*

Art. 79 CTVA. — Art. 79 WBTW.

Art. 79 CTVA. — Art. 79 WBTW.

Art. 79 CTVA. — Art. 79 WBTW.

Art. 79 CTVA. — Art. 79 WBTW.

Art. 79 CTVA. — Art. 79 WBTW.

Cette proposition de loi ne fait aucune allusion à l'article 79 CTVA en question. Si le débiteur redevient solvable, une correction s'impose toutefois *a posteriori*. — *Dit wetsvoorstel bevat geen enkele allusie op genoemd artikel 79 WBTW. Indien de schuldenaar opnieuw vermogend wordt is evenwel nadien een correctie vereist.*

Il va de soi que lorsque le débiteur est redevenu solvable dans le cadre de la liquidation de la faillite, ou, d'une manière plus générale, qu'il verse ultérieurement au créancier la totalité ou une partie de la somme présumée irrécupérable, ce dernier est tenu de rembourser à l'État le montant de la TVA correspondant au montant recouvré dont il a obtenu la restitution au préalable. Par conséquent, une disposition complémentaire à l'article 79 CTVA précité s'impose (cf. 5^e colonne, alinéa 3 nouveau). — *Het spreekt voor zich dat wanneer de schuldenaar opnieuw vermogend is geworden in het kader van de vereffening van het faillissement of, meer algemeen, later het*

Cette proposition de loi ne contient pas davantage la moindre allusion à l'article 79 CTVA précité (cf. 3^e colonne). — *Dit wetsvoorstel bevat evenmin enige allusie op genoemd artikel 79 WBTW (zie derde kolom).*

Texte actuel — <i>Huidige tekst</i>	Proposition de loi 2-1307/1 — <i>Wetsvoorstel 2-1307/1</i>	Observations Cabinet — <i>Opmerkingen Kabinet</i>	Proposition de loi 3-882/1 — <i>Wetsvoorstel 3-882/1</i>	Observations Cabinet — <i>Opmerkingen Kabinet</i>
---	---	---	---	---

geheel of een gedeelte van de oninvorderbaar gewaande som aan de schuldeiser betaalt, laatstgenoemde aan de Staat de BTW dient terug te betalen die overeenstemt met het ingevorderde bedrag waarvan hij voorheen de teruggaaf heeft bekomen. Derhalve is een aanvullende bepaling bij genoemd art. 79 WBTW vereist (zie vijfde kolom, nieuw derde lid).

«Le fournisseur doit adresser à son cocontractant un document rectificatif en ce qui concerne le montant de la taxe dont il obtient la restitution lorsque celle-ci a pour cause une erreur commise dans la facture ou qu'elle est obtenue en vertu de l'article 77, § 1^{er}, 2^o à 7^o. Si le cocontractant a opéré la déduction du montant de cette taxe, il doit le reverser à l'État en le comprenant dans le montant des taxes dues se rapportant à la période au cours de laquelle il a reçu le document rectificatif.» —
«Wanneer de teruggaaf verleend wordt op grond van een vergissing in de factuur of van het bepaalde in artikel 77, § 1, 2^o tot 7^o, moet de leverancier of de dienstverrichter aan de medecontractant een verbeterend stuk uitreiken met vermelding van het bedrag van de hem teruggegeven belasting. Heeft de medecontractant deze belasting in aftrek gebracht, dan is hij verplicht ze aan de Staat terug te storten door ze te begrijpen in het bedrag van de belasting verschuldigd over

«Le fournisseur ou le prestataire de services doit adresser à son cocontractant un document rectificatif en ce qui concerne le montant de la taxe dont il obtient la restitution lorsque celle-ci a pour cause une erreur commise dans la facture ou qu'elle est obtenue en vertu de l'article 77, § 1^{er}, 2^o à 7^o. Si le cocontractant a opéré la déduction du montant de cette taxe, il doit le reverser à l'État en le comprenant dans le montant des taxes dues se rapportant à la période au cours de laquelle il a reçu le document rectificatif.» —
«Wanneer de teruggaaf verleend wordt op grond van een vergissing in de factuur of van het bepaalde in artikel 77, § 1, 2^o tot 7^o, moet de leverancier of de dienstverrichter aan de medecontractant een verbeterend stuk uitreiken met vermelding van het bedrag van de hem teruggegeven belasting. Heeft de medecontractant deze belasting in aftrek gebracht, dan is hij verplicht ze aan de Staat terug te storten door ze te begrijpen in het bedrag van de belas-

Texte actuel — Huidige tekst	Proposition de loi 2-1307/1 — Wetsvoorstel 2-1307/1	Observations Cabinet — Opmerkingen Kabinet	Proposition de loi 3-882/1 — Wetsvoorstel 3-882/1	Observations Cabinet — Opmerkingen Kabinet
------------------------------------	---	--	---	--

het tijdvak waarin hij het verbeterend stuk heeft ontvangen.»

ting verschuldigd over het tijdvak waarin hij het verbeterend stuk heeft ontvangen.

Le fournisseur ou le prestataire de services qui a obtenu la restitution de la taxe à due concurrence en cas de perte totale ou partielle de la créance du prix doit, dans l'hypothèse où le débiteur, revenu à meilleure fortune, verse ultérieurement à son créancier tout ou partie de la somme qui avait été considérée comme irrécouvrable, reverser à l'État le montant de la taxe correspondant au montant recouvré, en le comprenant dans le montant des taxes dues se rapportant à la période au cours de laquelle il a reçu ce versement.» — *De leverancier of de dienstverrichter die tot beloop van het passende bedrag teruggaaf heeft bekomen van de belasting in geval van geheel of gedeeltelijk verlies van de schuldvordering van de prijs, moet, in de veronderstelling dat de schuldenaar die opnieuw vermogend is geworden en die later het geheel of een gedeelte van de oninvorderbaar gewaande som aan de schuldeiser betaalt, aan de Staat het bedrag van de belasting terugstorten dat overeenstemt met het ingevorderde bedrag, en dit door het op te nemen in het bedrag van de verschuldigde belasting met betrekking tot de periode waarin hij deze storting heeft ontvangen.»*

Texte actuel — Huidige tekst	Proposition de loi 2-1307/1 — Wetsvoorstel 2-1307/1	Observations Cabinet — Opmerkingen Kabinet	Proposition de loi 3-882/1 — Wetsvoorstel 3-882/1	Observations Cabinet — Opmerkingen Kabinet
------------------------------------	---	--	---	--

Art. 80 de la loi sur les faillites. — *Art. 80 van de faillissementswet.*

Art. 80 de la loi sur les faillites. — *Art. 80 van de faillissementswet.*

Art. 80 de la loi sur les faillites. — *Art. 80 van de faillissementswet.*

Art. 80 de la loi sur les faillites. — *Art. 80 van de faillissementswet.*

Art. 80 de la loi sur les faillites. — *Art. 80 van de faillissementswet.*

La proposition visant à insérer dans la loi sur les faillites une disposition complémentaire en vertu de laquelle le curateur est tenu de présenter un relevé des versements qui ont été réalisés aux créanciers, répond à la préoccupation exprimée à l'article 79 CTVA précité. — *Het voorstel tot invoering in de faillissementswet van een aanvullende bepaling waarbij van de curator een opgave wordt gevraagd van de betalingen die zouden zijn verricht ten gunste van de schuldeisers, beantwoordt aan de bezorgdheid uitgedrukt in het hiervoor vermelde aangehaalde artikel 79 WBTW.*

Malgré les remarques formulées à ce propos dans le cadre de l'examen de la proposition de loi de 2002, la version 2004 est restée inchangée. — *Ondanks de bij de behandeling van het wetsvoorstel van 2002 gemaakte opmerkingen ter zake, is de versie 2004 ongewijzigd gebleven.*

Si l'on imposait toutefois cette obligation qu'à la clôture de la liquidation, l'État ne serait pas en mesure d'assurer le recouvrement de la taxe restituée, vu l'exiguïté du délai de prescription de l'action en recouvrement prévu par l'article 81bis du Code de la TVA. — *Indien men deze verplichting evenwel enkel zou opleggen bij de sluiting van de vereffening, zou dit de Staat niet toelaten om de invordering van de teruggegeven belasting te verzekeren, gelet op de beperkte verjaringstermijn van de vordering tot voldoening opgeno-*

Les remarques formulées dans la troisième colonne restent dès lors tout à fait valables (liste annuelle du curateur à l'administration au moyen d'une modification de la loi sur les faillites). — *De in de derde kolom gemaakte opmerkingen blijven dan ook onverkort gelden (jaarlijkse lijst curator aan de administratie middels een wijziging van de faillissementswet).*

Texte actuel — <i>Huidige tekst</i>	Proposition de loi 2-1307/1 — <i>Wetsvoorstel 2-1307/1</i>	Observations Cabinet — <i>Opmerkingen Kabinet</i>	Proposition de loi 3-882/1 — <i>Wetsvoorstel 3-882/1</i>	Observations Cabinet — <i>Opmerkingen Kabinet</i>
---	---	---	---	---

*men in artikel 81bis
WBTW.*

On propose par conséquent que cette obligation soit imposée au curateur au terme de chaque année civile (*cf.* la déclaration récapitulative que les curateurs doivent déposer annuellement en ce qui concerne la TVA — voir la circulaire n° 26/1978, n°s 27-33). Il s'agit néanmoins en l'occurrence d'une compétence du ministre de la Justice. — *Er wordt derhalve voorgesteld dat die verplichting aan de curator zou worden opgelegd op het einde van elk kalenderjaar (cf. de jaarlijks door de curatoren inzake BTW in te dienen verzamelaangifte — zie aanschrijving nr. 26/1978, nrs. 27 tot 33). Ter zake gaat het evenwel om een bevoegdheid van de minister van Justitie.*

«Sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal ordonne la clôture de la faillite, après avoir tranché le cas échéant les contestations relatives au compte et redressé celui-ci s'il y a lieu. — *«Nadat de rechtbank in voorkomend geval de betwistingen betreffende de rekening heeft beslecht en de rekening zo nodig heeft verbeterd, beveelt zij, op verslag van de rechter-commissaris, de sluiting van het faillissement.*

«Sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal ordonne la clôture de la faillite, après avoir tranché le cas échéant les contestations relatives au compte et redressé celui-ci s'il y a lieu. — *«Nadat de rechtbank in voorkomend geval de betwistingen betreffende de rekening heeft beslecht en de rekening zo nodig heeft verbeterd, beveelt zij, op verslag van de rechter-commissaris, de sluiting van het faillissement.*

Dans le mois du jugement ordonnant la clôture de la faillite, les

«Sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal ordonne la clôture de la faillite, après avoir tranché le cas échéant les contestations relatives au compte et redressé celui-ci s'il y a lieu. — *«Nadat de rechtbank in voorkomend geval de betwistingen betreffende de rekening heeft beslecht en de rekening zo nodig heeft verbeterd, beveelt zij, op verslag van de rechter-commissaris, de sluiting van het faillissement.*

Dans le mois du jugement ordonnant la clôture de la faillite, les

Texte actuel <i>Huidige tekst</i>	Proposition de loi 2-1307/1 <i>Wetsvoorstel 2-1307/1</i>	Observations Cabinet <i>Opmerkingen Kabinet</i>	Proposition de loi 3-882/1 <i>Wetsvoorstel 3-882/1</i>	Observations Cabinet <i>Opmerkingen Kabinet</i>
--------------------------------------	---	--	---	--

curateurs transmettent à l'administration de la TVA et à l'administration centrale de la fiscalité des entreprises et des revenus une copie du compte simplifié corrigé ainsi qu'un relevé des sommes qui sont été effectivement versées aux divers créanciers. — *Binnen een maand na het vonnis dat de sluiting van het faillissement beveelt, zenden de curatoren een kopie van de verbeterde vereenvoudigde rekening samen met een overzicht van de bedragen die effectief werden uitgekeerd aan de verschillende schuldeisers, over aan de administratie van de BTW en de administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit.*

Le juge-commissaire présente au tribunal, en chambre du conseil, la délibération des créanciers relative à l'excusabilité du failli, et un rapport sur les circonstances de la faillite. Le tribunal décide si le failli est ou non excusable. La décision sur l'excusabilité est susceptible de tierce-opposition de la part des créanciers individuellement dans le mois à compter de la publication, ou de la part du failli dans le mois à compter de la notification du jugement de clôture. — *De rechter-commissaris doet, aan de rechtbank in raadkamer mededeling van de beraadslaging van de schuldeisers over de verschoonbaarheid van de gefailleerde en brengt verslag uit over de omstandigheden van het faillissement. De rechtbank beslist of de gefail-*

Le juge-commissaire présente au tribunal, en chambre du conseil, la délibération des créanciers relative à l'excusabilité du failli, et un rapport sur les circonstances de la faillite. Le tribunal décide si le failli est ou non excusable. La décision sur l'excusabilité est susceptible de tierce-opposition de la part des créanciers individuellement dans le mois à compter de la publication, ou de la part du failli dans le mois à compter de la notification du jugement de clôture. — *De rechter-commissaris doet, aan de rechtbank in raadkamer mededeling van de beraadslaging van de schuldeisers over de verschoonbaarheid van de gefailleerde en brengt verslag uit over de omstandigheden van het faillissement. De rechtbank beslist of de gefail-*

curateurs transmettent à l'administration de la TVA et à l'administration centrale de la fiscalité des entreprises et des revenus une copie du compte simplifié corrigé ainsi qu'un relevé des sommes qui sont été effectivement versées aux divers créanciers. — *Binnen een maand na het vonnis dat de sluiting van het faillissement beveelt, zenden de curatoren een kopie van de verbeterde vereenvoudigde rekening samen met een overzicht van de bedragen die effectief werden uitgekeerd aan de verschillende schuldeisers, over aan de administratie van de BTW en de administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit.*

Le juge-commissaire présente au tribunal, en chambre du conseil, la délibération des créanciers relative à l'excusabilité du failli, et un rapport sur les circonstances de la faillite. Le tribunal décide si le failli est ou non excusable. La décision sur l'excusabilité est susceptible de tierce-opposition de la part des créanciers individuellement dans le mois à compter de la publication, ou de la part du failli dans le mois à compter de la notification du jugement de clôture. — *De rechter-commissaris doet, aan de rechtbank in raadkamer mededeling van de beraadslaging van de schuldeisers over de verschoonbaarheid van de gefailleerde en brengt verslag uit over de omstandigheden van het faillissement. De rechtbank beslist of de gefail-*

Texte actuel <i>Huidige tekst</i>	Proposition de loi 2-1307/1 Wetsvoorstel 2-1307/1	Observations Cabinet <i>Opmerkingen Kabinet</i>	Proposition de loi 3-882/1 Wetsvoorstel 3-882/1	Observations Cabinet <i>Opmerkingen Kabinet</i>
--------------------------------------	--	--	--	--

leerde al dan niet verschoonbaar is. Tegen die laatste beslissing over de verschoonbaarheid kan binnen een maand te rekenen van de bekendmaking derdenverzet worden gedaan door de individuele schuldeisers, of door de gefailleerde binnen een maand te rekenen van de kennisgeving van het vonnis tot sluiting van het faillissement.

Le tribunal peut décider que le jugement ordonnant la clôture de la faillite sera publié par extrait au *Moniteur belge*. Ce jugement doit être publié lorsque le tribunal déclare le failli excusable. — *De rechtbank kan beslissen dat het vonnis waarbij de sluiting van het faillissement wordt bevolen, bij uittreksel wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad. Het vonnis moet bekendgemaakt worden wanneer de rechtbank de gefailleerde verschoonbaar verklaart.*

Sauf pour ce qui concerne son exécution, la clôture de la faillite met fin aux fonctions des curateurs; elle emporte décharge générale.» — *De sluiting van het faillissement maakt een einde aan de opdracht van de curators, behalve wat de uitvoering van de sluiting betreft, en houdt een algemene kwijting in.»*

Art. 48 CIR 1992. — Art. 48 WIB 1992.

Art. 49 CIR 1992. — Art. 49 WIB 1992.

leerde al dan niet verschoonbaar is. Tegen die laatste beslissing over de verschoonbaarheid kan binnen een maand te rekenen van de bekendmaking derdenverzet worden gedaan door de individuele schuldeisers, of door de gefailleerde binnen een maand te rekenen van de kennisgeving van het vonnis tot sluiting van het faillissement.

Le tribunal peut décider que le jugement ordonnant la clôture de la faillite sera publié par extrait au *Moniteur belge*. Ce jugement doit être publié lorsque le tribunal déclare le failli excusable. — *De rechtbank kan beslissen dat het vonnis waarbij de sluiting van het faillissement wordt bevolen, bij uittreksel wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad. Het vonnis moet bekendgemaakt worden wanneer de rechtbank de gefailleerde verschoonbaar verklaart.*

Sauf pour ce qui concerne son exécution, la clôture de la faillite met fin aux fonctions des curateurs; elle emporte décharge générale.» — *De sluiting van het faillissement maakt een einde aan de opdracht van de curators, behalve wat de uitvoering van de sluiting betreft, en houdt een algemene kwijting in.»*

Art. 48 CIR 1992. — Art. 48 WIB 1992.

Art. 49 CIR 1992. — Art. 49 WIB 1992.

Art. 48 CIR 1992. — Art. 48 WIB 1992.

Art. 49 CIR 1992. — Art. 49 WIB 1992.

leerde al dan niet verschoonbaar is. Tegen die laatste beslissing over de verschoonbaarheid kan binnen een maand te rekenen van de bekendmaking derdenverzet worden gedaan door de individuele schuldeisers, of door de gefailleerde binnen een maand te rekenen van de kennisgeving van het vonnis tot sluiting van het faillissement.

Le tribunal peut décider que le jugement ordonnant la clôture de la faillite sera publié par extrait au *Moniteur belge*. Ce jugement doit être publié lorsque le tribunal déclare le failli excusable. — *De rechtbank kan beslissen dat het vonnis waarbij de sluiting van het faillissement wordt bevolen, bij uittreksel wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad. Het vonnis moet bekendgemaakt worden wanneer de rechtbank de gefailleerde verschoonbaar verklaart.*

Sauf pour ce qui concerne son exécution, la clôture de la faillite met fin aux fonctions des curateurs; elle emporte décharge générale.» — *De sluiting van het faillissement maakt een einde aan de opdracht van de curators, behalve wat de uitvoering van de sluiting betreft, en houdt een algemene kwijting in.»*

Art. 48 CIR 1992. — Art. 48 WIB 1992.

Art. 49 CIR 1992. — Art. 49 WIB 1992.

Art. 48 CIR 1992. — Art. 48 WIB 1992.

Art. 49 CIR 1992. — Art. 49 WIB 1992.